

QUARTIERS DE CAMPAGNE
ETHNOGRAPHIE DES RÉUNIONS PUBLIQUES
DE LA LISTE MARTINE AUBRY A LILLE

PAR

Nathalie ETHUIN

ET

Magali NONJON

« On peut se servir des distances objectives de manière à avoir les avantages de la proximité et les avantages de la distance, c'est-à-dire la distance et la reconnaissance de la distance qu'assure la dénégation symbolique de la distance »¹.

Bourdieu, P. (1987)

Avec 49,6 % des suffrages recueillis le soir du second tour des élections municipales, Martine Aubry devient maire de Lille. A l'occasion de son discours d'intronisation au conseil municipal du 25 mars 2001, elle affirme : « *Nous devons amplifier nos relations quotidiennes avec la population : l'écoute, le dialogue, la participation, mais aussi expliquer dans la transparence le sens de notre action et de nos décisions* »¹. Elle propose de tenir des « forums citoyens » dans les quartiers « *pour poursuivre le dialogue engagé lors de la campagne électorale* ». Cette campagne a en effet été menée sous les auspices de l'écoute des habitants, par le biais notamment des réunions publiques de quartier. Si cette technique de mobilisation électorale n'est évidemment pas inédite, les élections municipales nécessitant plus que tout autre élection de s'ancrer dans un territoire², il n'en demeure pas moins que la récurrence actuelle des thèmes de la proximité et de la démocratie de quartier ne peut que frapper et susciter l'analyse³.

1. *Le journal de Lille*, n° 51, mars 2001.

2. Voir le bel article de Pourcher (1991). Durant les périodes de sollicitation électorale, « le pouvoir se fait plus proche, plus humble, il se soumet en apparence à la discipline de la démocratie ».

3. De nombreux travaux ont diagnostiqué le retour d'un local reconsidéré et la mise en valeur de la proximité comme nouveau registre de légitimation des élus. Voir entre autres Mabileau (1999) ; Mazet (2000) ; Blondiaux, Marcou & Rangeon (1999).

« Mot totem, nouveau fétiche [...] la proximité est devenue ainsi une figure imposée du lexique et du répertoire politiques. Elle semble avoir acquis le statut "d'obligatoire discursif" » (Lefèbvre, 2000 : 111) et faire figure de nouvelle grammaire de l'action publique. Dans le contexte spécifiquement lillois, cette « rhétorique de la proximité » est d'autant plus investie que la tête de liste et ses colistiers font figure d'archétypes des professionnels de la politique, cumulant mandats locaux et responsabilités nationales, toujours suspectés d'être coupés des « vraies préoccupations des gens ». En quelques semaines de campagne électorale, il leur faudra donc convaincre non seulement du bien-fondé de leurs propositions mais aussi attester leur attachement au territoire, leur connaissance intime des quartiers pour légitimer leur prétention à en représenter les habitants. C'est pour analyser concrètement comment ils tentent de relever ce défi que nous avons entrepris cette enquête sur les réunions publiques de la liste conduite par Martine Aubry. Dix réunions publiques dans les quartiers de Lille se sont tenues en soirée du 5 février au 8 mars 2001, et deux réunions dans les communes associées d'Hellemmes et de Lomme. Ni meeting ni forum de consultation, ces réunions de quartier empruntent à ces deux types d'interactions entre acteurs politiques et citoyens, obligeant les candidats à concilier plusieurs stratégies de présentation de soi. L'hybridation des genres qui caractérise ces réunions nécessite une hybridation des registres de légitimation et des argumentaires. Si ces injonctions au « bricolage pour composer une partition efficace » (Le Bart, 2000) ne sont pas propres aux périodes de mobilisation électorale constituant même une composante essentielle du métier d' élu local (Briquet, 1994), elles semblent largement être accentuées lors des campagnes électorales.

C'est un parti pris résolument ethnographique qui a guidé notre recherche. En rendant compte des interactions observées, nous analyserons la nature et le contenu des transactions politiques qui sont en jeu dans ces réunions. Comment les candidats gèrent-ils l'existence de prescriptions différentes qui peuvent paraître, à première vue, contradictoires et qui sont imposées à la fois par le format des réunions, le contexte politique et leur statut d'élus sortants ? Quels moyens les élus mettent-ils en œuvre pour d'un côté attester leur qualité de tribun, leur rôle de mandataire, diffuser leur programme et donner en même temps corps à la proximité, laisser la parole aux habitants ? Comment concilient-ils logique de dialogue et logique d'affrontement ? Comment, dans ce contexte singulier, les prises de parole s'organisent, selon quels registres ? Nous montrerons qu'en proposant un tel format de réunion, les candidats tentent de cadrer les interventions, d'imposer un ordre légitime des interactions, même si ce dernier est toujours soumis à fluctuations et renégociations.

PRÉAMBULE : SCRIPT DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE QUARTIERS

Acte 1 : Entrées en scène

Scène 1 : La haie d'honneur

Accueil surprenant : des cars de CRS, des policiers en tenue à chaque coin de rues jouxtant la salle de la réunion. La présence policière fait office de fléchage pour trouver à coup sûr le lieu de l'événement. Reste ensuite à passer le service d'ordre pour pénétrer dans la salle. Dans le quartier Moulines, un accueil plus musclé : aux rangs des CRS bloquant l'entrée de la salle Courmont, font face des manifestants arborant les banderoles de soutien aux sans-papiers. Après une dizaine de minutes, les manifestants sont écartés et se met alors en place un filtrage orchestré par le service d'ordre, sous protection rapprochée des CRS.

Scène 2 : Prendre place

Dans la salle, environ deux centaines de chaises, installées autour d'une allée centrale, font face à une tribune où prendront place une trentaine de candidats. La salle est décorée modestement du calicot officiel de la campagne : sur fond bleu ciel, une ronde de personnages de couleurs différentes, empruntant explicitement aux rondes de Picasso, le slogan « Bien dans sa ville, mieux dans sa vie », suivi d'un laconique « Martine Aubry. Lille ». Aucune autre banderole ni affiche, aucun logo partisan. Les personnalités de premier plan se font attendre, laissant les candidats ponctuels discuter et s'installer progressivement. Martine Aubry et Pierre Mauroy arrivent, saluant au passage quelques personnes. Une fois à la tribune, les candidats s'embrassent, échangent quelques mots, donnant ainsi à voir une équipe soudée et chaleureuse. A la table d'honneur, siègent aussi les candidats en tête de la liste : Bernard Roman, député de la première circonscription et président de la commission des Lois à l'Assemblée nationale, Michèle Demessine, candidate communiste et secrétaire d'Etat au Tourisme, viennent ensuite les principaux adjoints, Pierre de Saintignon, adjoint à l'Emploi et vice-président du Conseil régional, Alain Cacheux, député et adjoint à l'urbanisme, et en bonne place à la tribune le ou la président(e) du conseil de quartier. Les autres candidats prennent place derrière et n'interviendront que très peu dans les débats, sauf sur quelques dossiers dont ils ont plus spécifiquement la charge. Des dizaines de candidats présents à chaque réunion ne s'y exprimeront jamais. L'expression « candidats de témoignage » trouve ici toute sa substance.

Acte 2 : Le discours inaugural

Scène 1 : Martine Aubry ou la Lilloise d'adoption

Après les remerciements d'usage, Martine Aubry inaugure la réunion en précisant d'emblée qu'il ne s'agit pas d'« égrainer l'ensemble du programme mais surtout de développer quelques points sur le quartier ». L'objectif est de placer ces réunions sous le signe du dialogue et du débat, « dans l'écoute et le respect de chacun ». Son intervention se clôt par des propos visant à valoriser les citoyens, les habitants du quartier face à des candidats qui se veulent humbles et qui sollicitent leur soutien : « Vous avez en face de vous une équipe fière du bilan, qui est celui de Pierre Mauroy, qui veut qu'on vive mieux à Lille, mais nous avons besoin de vous. Nous voulons plus de fraternité, plus de solidarité, pour tout cela, vous pouvez compter sur nous, mais nous espérons pouvoir compter sur vous ».

Scène 2 : Pierre Mauroy ou le tribun en terre conquise

Après Martine Aubry, c'est au tour de Pierre Mauroy de prendre la parole. Il se lance à chaque fois dans une harangue sur ses 28 ans de mandat, assumés sur fond de crise économique et de dislocation du tissu industriel régional : « Je suis un fils du Nord, j'ai vu les mines fermer, les usines tomber les unes après les autres, ça a été la catastrophe mais on s'est battu.[...] A 72 ans, j'ai toujours la rage au cœur ». Dans chaque quartier, il rappelle le passé et les principales réalisations durant ses mandats. Dans les quartiers du centre, il insiste sur « la métamorphose de Lille », l'arrivée du TGV et les effets induits par le projet Euralille. Mais c'est dans les quartiers populaires qu'il met toute sa verve pour valoriser les habitants mais aussi son action municipale. Face à des publics qui formulent les critiques les plus acerbes contre ses mandats, qui parfois huent son arrivée⁴, face à des électeurs qui boudent de plus en plus massivement les urnes, Pierre Mauroy entend revendiquer un ancrage et une représentativité populaires. Morceau choisi : « Je voudrais vous rappeler ce qu'a été ce quartier de Lille Sud. Quand je suis arrivé dans les années 70, c'était un quartier pauvre, très pauvre, un quartier qui attendait l'arrivée de la gauche au pouvoir, un quartier plein d'espoir. Si je suis devenu maire de Lille, je le dois aux électeurs du sud de Lille, dans le centre 20% des gens votaient à gauche, ici c'était 80% ».

Acte 3 : La parole à la salle

Une fois les discours à la tribune terminés, la parole est à la salle. Un modérateur distribue le micro en demandant aux personnes qui souhaitent s'exprimer de se présenter.

4. Ce fut le cas lors de la première réunion dans le quartier de Lille Sud.

Après environ deux heures de discours et de débats, vient le temps de suspendre la réunion. Reste alors pour les candidats à affronter les dizaines de personnes affluant vers la tribune pour solliciter les futurs élus sur leur dossier personnel. S'échangent alors lettres, dossiers administratifs, numéros de téléphones et autres promesses...

« LES DIX VILLAGES DANS LA VILLE » : FAIRE DU QUARTIER VERTU

Dans la campagne électorale menée par la liste de Martine Aubry, le quartier tient une position centrale. Cette référence au quartier emprunte à plusieurs registres de représentation et de légitimation, activant, tout d'abord, les valeurs de sociabilité, de village et de proximité. C'est lui qui va permettre de parler du « quotidien », de la « qualité de vie ». Comme le souligne Pierre Mauroy, il s'agit de faire enfin vivre « *les dix villages dans la ville* »⁵. La construction de cette proximité s'opère de différentes façons et elle est tout particulièrement visible lors de la prononciation du discours inaugural. Il faut montrer non seulement que l'on connaît les moindres recoins du quartier, ses habitants, son histoire mais aussi sa vie. On ne doit pas seulement connaître superficiellement les quartiers ou annoncer des batteries de chiffres, mais montrer que l'on éprouve un attachement spécifique à chaque quartier ; pour la tête de liste c'est d'autant plus crucial qu'elle est toujours susceptible d'être ramenée à son stigmate de parachutée. Il est important pour elle de jouer sur l'interconnaissance en nommant, par exemple, le maximum d'habitants présents par leur prénom. Il convient de valoriser les expériences susceptibles d'être partagées par les habitants et les élus. Quand on parle du quartier, il ne faut pas hésiter à jouer le jeu de l'énumération, faire l'abécédaire des associations, être au courant des résultats sportifs, etc. : « *Wazemmes, c'est l'église avec ses 1100 fidèles chaque dimanche, c'est la mosquée, la place Bonaventure [...] la rue Jules Guesde, la plus cosmopolite de Lille, la rue de Wazemmes avec la CPAM, la CAF* ». Le discours inaugural vise à démontrer que chaque quartier est construit et approprié par ses habitants, qu'il ne s'agit pas d'une simple échelle territoriale, vide de sens, née de découpages purement institutionnels.

Le quartier est décrit et valorisé, il est aussi personnifié (Thévenot, 1994), il devient un acteur à part entière. Le discours prononcé par Martine Aubry dans le Vieux Lille est de ce point de vue très éclairant : « *Je me suis amusée à voir comment on pouvait qualifier le Vieux Lille : un quartier de culture avec l'Hospice comtesse, ses luthiers, ses galiéristes, un quartier branché avec la rue de la Clé très techno en*

5. Lille est quadrillée en 10 quartiers disposant depuis 1977 de conseils de quartier.

termes de vêtements et de musique, un quartier sportif avec ses arts martiaux, le basket, l'escalade, un quartier religieux avec l'Eglise Sainte-Catherine, [...] un quartier militaire, un quartier commerçant, je salue d'ailleurs les douze commerçants qui ont fait un calendrier à poil qui a d'ailleurs fait des émules, un quartier scolaire, un quartier écolo avec ses squares, la promenade des remparts, les jardins privés, un quartier odorant, le Vieux Lille ferait presque passer le Maroilles pour de la 'Vache qui rit' ! Un quartier solidaire avec sa maison de quartier, le local de la rue des Bateliers, l'association Libellule, le projet cyberspace, un quartier où il y a bien sûr des problèmes... mais pas un quartier musée, c'est un quartier où l'on vit et où l'on travaille ». Elle n'hésite pas à filer la métaphore du corps humain, comme à Wazemmes, « *ce beau quartier de Wazemmes, c'est le cœur de la ville de Lille. [...] Wazemmes, c'est se réunir autour d'un accordéon, de la musique populaire. Wazemmes est le cœur qui bat de la ville de Lille.* »

La réussite de ce type de campagne suppose également de réduire les différences de statut entre les élus et les habitants, de jouer sur une symétrie de légitimité et d'éviter le formalisme des meetings politiques traditionnels : le candidat doit apparaître comme un habitant parmi les autres et donner l'impression que seule leur parole compte. Le quartier joue ici le rôle de « communauté de base », les rapports apparaissent comme simplifiés ; la référence au quartier semble être synonyme, dans ces réunions publiques, de « la fin de la complexité » (Wolton, 2000).

Le quartier agit aussi comme un lieu réservoir de sens dans lequel il est possible « de tenter de percevoir du collectif, de définir une collectivité » (Chalas, Gaudin & Genestier, 1998). C'est avant tout parce que cette notion est chargée d'évocations éthiques et de représentations sociales de la sociabilité qu'elle est mise en avant. Il est alors indispensable de donner corps à cette notion, et ce dès le discours inaugural, en érigeant l'histoire de chaque quartier en mémoire locale. Chaque quartier est typifié ; Fives devient le symbole du passé industriel de Lille, le Vieux Lille celui de la résistance à l'uniformisation à travers les idées défendues par l'association « Renaissance du Lille-Ancien », Wazemmes le symbole de la réussite de la mixité sociale. C'est alors l'imagerie villageoise qui est convoquée, « *Wazemmes c'est un village au cœur de la ville, il y a l'esprit d'un village avec sa place, son église, son marché. C'est comme cela qu'il faut concevoir la vie dans nos villes* »⁶. Les candidats célèbrent le tempérament des gens du quartier : les habitants de Moulines sont « *fiers* », ou encore « *il y a de la chaleur et du talent à Hellemmes* ». Il est important de donner corps à ces attaches, à ces racines. Tout le jeu discursif des candidats va alors consister à mettre en valeur les éléments fédérateurs d'une identité commune aux Lillois et en même

6. Martine Aubry, réunion publique de Wazemmes.

temps spécifique aux différents quartiers. Ce phénomène est d'ailleurs particulièrement frappant lors des réunions publiques organisées dans les communes associées de Lomme et d'Hellemmes où il est nécessaire de souligner que : « *Si cela a marché (l'association) : c'est parce que Lille et Hellemmes partagent une histoire : la tradition ouvrière, les combats communs [...] nous sommes de la même terre, nous avons pensé et rêvé le même avenir...* ». Et d'ajouter : « *Qui mieux que nos communes du Nord savent que l'attachement à nos villes est important ?* »⁷. Ce n'est que dans le quartier que l'identité peut survivre : « *Oui, nous sommes dans une grande métropole, nous ne serions rien sans elle, mais elle ne serait rien non plus sans la vie, l'âme et l'identité de ces quatre-vingt sept communes. Si nous ratons cela, cela fera de notre région, une simple banlieue de Paris...* »⁸.

Ainsi, la notion de quartier est au cœur de la campagne électorale de la liste conduite par Martine Aubry, elle en dessine les contours et la distingue des meetings politiques traditionnels. Si la simple évocation du mot « quartier » convoque tout un ensemble de représentations, elle semble aussi définir tout un ensemble d'attitudes, d'options et de postures à adopter qui serviront de cadre⁹ à la formulation et à la nature des questions posées par la salle, tout comme l'organisation du discours inaugural servira de trame aux choix des thématiques autorisées.

ORDRE DES INTERACTIONS ET EFFETS DE CADRAGE

La référence constante au quartier, l'énumération de ses forces vives, la mise en scène de la proximité contenues dans le discours inaugural des réunions publiques conduisent les habitants dans le jeu des « questions-réponses » à privilégier un registre de prise de parole spécifique, celui de l'expérience et du témoignage. En effet, seuls ces deux registres semblent être à même de rendre compte non seulement de la réalité du terrain, de répondre à la surenchère de proximité réalisée par les candidats mais surtout être légitimés par la tribune. Les personnes présentes dans ce type de réunion sont avant tout invitées à prendre la parole au nom de leur statut d'habitant. Il s'agit de valoriser des témoignages, de relater son vécu au sein du quartier. Ce n'est finalement pas l'appartenance à

7. Martine Aubry, réunion publique à Hellemmes.

8. Yves Durand, réunion publique de Lomme.

9. « La notion de cadre complique aussi bien le modèle théâtral du rapport acteur-spectateur que le modèle dyadique de la communication locuteur-auditeur en désignant des dispositions cognitives et pratiques par lesquelles les acteurs sociaux définissent leur expérience et s'y engagent. Ces dispositions se déploient non seulement dans un univers de langage, mais dans un environnement spatial fait de dispositifs, et d'équipements physiques et sensibles où les conditions de visibilité et d'observabilité sont variables. », Joseph (1998 : 70).

une structure politique qui va inciter les habitants à intervenir et légitimer le bien-fondé de leur question mais plutôt leur degré de connaissance du quartier, leur ancienneté sur le quartier. La rue sert alors de référent et devient le mode de présentation de soi légitime comme en témoignent la plupart des interventions des habitants : « *Moi, j'habite rue Becquerel, près de la chaufferie...* », « *Moi, je viens du quartier du Petit Maroc, j'ai besoin d'une cabine téléphonique...* » C'est davantage la qualité du témoignage du locuteur qui est en jeu que son statut social. C'est pourquoi de longs moments du débat sont consacrés à la description et à la restitution de l'environnement immédiat sur la base d'une connaissance intime des moindres recoins du terrain. Il faut savoir situer les rues, les immeubles et les équipements et témoigner de sa connaissance du quartier, de sa qualité d'usager.

S'il n'y a pas d'unité de ton et si différentes modalités d'expression sont employées au cours des réunions publiques, crainte, peur, joie, tension, la manière de formuler les questions s'organise majoritairement de la sorte : présentation de son statut résidentiel et parfois de son statut de militant associatif et/ou professionnel mais jamais de son appartenance politique, mise en valeur des récits d'expériences, description des dommages subis, renforcée par l'exposé de sa situation personnelle, et enfin formulation de la question.

En ce sens, ces réunions publiques font aussi partie de ces nouveaux dispositifs fortement dominés par les registres de l'émotion. Ils participent de la crise de la critique et sont conçus pour « déployer en public l'opinion ou l'émotion des personnes ordinaires et nous montrer que les individus longtemps exclus des arènes publiques au prétexte d'une incompétence linguistique et argumentaire disposent de capacités d'expression » (Cardon, Heurtin & Lemieux 1995 ; Neveu & François, 2000). Néanmoins, cette émotion doit être rapidement canalisée. Les candidats valorisent, en effet, un type de témoignage très technique. Il s'agit avant tout de décrire précisément les cheminements du quartier, d'exposer en détail les tenants et les aboutissants des problèmes de voirie ou de poubelles sans tomber pour autant dans l'évocation de doléances individuelles, ni dans la mise en scène de témoignages émotionnellement trop forts.

Cette référence au quartier ne cadre pas uniquement les prises de parole des habitants mais aussi celles des élus. Ils sont souvent condamnés, dans leurs réponses, à une surenchère de la proximité, non seulement pour montrer qu'ils sont eux aussi des habitants mais également recadrer les futures questions quand ces dernières sortent du cadre prescrit. Travailler la notion de proximité peut s'avérer parfois périlleux. Cela exige souvent de ces professionnels de la politique une réelle rupture avec des pratiques antérieures ou

tout du moins une redéfinition des logiques d'actions, de prise de parole, voire même des pratiques gestuelles. Les candidats doivent très fréquemment rappeler leur ancrage local pour ne pas laisser s'installer un rapport de force entre les habitants et la tribune. Ils sont sommés de prouver qu'eux aussi connaissent « *le problème de la boue sur la place du marché* » à Fives, celui « *des pavés du marché* » de Wazemmes, et ceux des « *poubelles dans la rue Rivoli* ». En adoptant une approche compréhensive des difficultés de la vie locale et quotidienne, les élus en viennent à donner leurs opinions personnelles et, eux aussi, à restituer leurs expériences. Mais ce recours au registre de l'expérience peut parfois mettre en danger les candidats, tant les habitants utilisent leurs repères personnels¹⁰ pour appréhender le quartier. Martine Aubry éprouve par exemple quelques difficultés à rentrer dans ce jeu compte tenu de son arrivée récente dans la métropole lilloise. Ce phénomène a été particulièrement visible dans le quartier de Fives où elle s'est vite laissée déborder par la précision des questions et a été obligée de céder à plusieurs reprises la parole à Jean-Louis Frémaux, président du Conseil de quartier: « *La rue Rivoli va être prolongée, je suis le premier sensibilisé, puisque j'y habite depuis 1978, avant qu'on ne démolisse cette rue pour y construire la voie rapide...* »

La référence au « vécu », à l'expérience du quartier conditionne les formes d'expression publique et détermine par là tout un champ de questions légitimes. La parole est canalisée et orientée vers des problèmes de gestion courante qui pourront être réglés lors du prochain mandat électoral. A y regarder de plus près, on s'aperçoit que le discours inaugural fixe point par point les thématiques autorisées à être abordées pendant le moment attribué aux questions de la salle. L'accent est mis sur la sécurité, l'emploi, et avant tout sur l'amélioration du cadre de vie et des infrastructures du quartier. Les habitants sont avant tout invités à se prononcer sur des aspects de la vie quotidienne et *in fine* à se cantonner au seul statut de « plaignants » ou de « témoins ». Seuls les problèmes du quartier sont légitimes et tout est organisé pour ne pas sortir des thématiques autorisées notamment par la présence du modérateur qui rassemble les questions par thèmes ou encore par le renvoi des questions mal formulées.

Ainsi, travailler autour des notions d'équipements permet de canaliser les discussions et d'en délimiter les frontières. Pour créer une sorte de complicité entre les participants de ces réunions publiques, on en appelle plus à l'authenticité du témoignage, à l'interconnaissance, au « sentiment subjectif d'appartenir à une même communauté » qu'à la critique argumentée.

10. Et cela est rendu encore plus difficile par le fait que l'utilisation du registre de l'expérience et du vécu privilégie une vision du quartier où les lieux publics et privés ne sont plus nettement distingués.

LE « PARLER FRAIS »¹¹ DES CANDIDATS : ENTRE PROXIMITÉ ET COMPÉTENCE

Si l'objectif du format que cherchent à imposer les candidats est d'éviter une forte politisation des réunions et contraint fortement leurs prises de parole, il constitue aussi une puissante ressource pour légitimer les élus en tant que mandataires. En effet, s'ils sont sommés de justifier leur ancrage local, d'user du registre du témoignage, de donner des gages de leur proximité avec la population dont ils cherchent à être reconnus comme les représentants, ils gardent l'apanage du registre technique et gestionnaire. Tout se passe comme s'ils s'arrogeaient « le monopole de la compétence légitime », ce qui *in fine* entérine la division du travail politique.

Sans revenir dans le détail sur les usages de la rhétorique de proximité, il convient d'en rappeler les enjeux compte tenu du statut des candidats. L'objectif était pour la tête de liste de rompre avec une image de femme froide, Parisienne parachutée et étrangère aux problèmes des populations locales. Mais les autres candidats ont également beaucoup à gagner à jouer la carte de l'enracinement et de l'accessibilité. Il s'agit en effet pour la plupart de personnalités d'envergure nationale, exerçant différentes fonctions dans le champ politique national ou régional et encourant alors le risque d'être perçus comme des professionnels de la politique « enfermés dans leur tour d'ivoire », des « technocrates » ignorant les problèmes concrets des gens. Le temps de la campagne, ils doivent infirmer fortement ces accusations, concentrer leurs actions sur la municipalité quelque soit leur statut par ailleurs. Lors des réunions de quartier, ils disent n'endosser que leurs habits de candidat ; ils ne sont plus ancien ministre ou secrétaire d'Etat (Martine Aubry, Michèle Demessine) ; ils ne sont pas là en tant que député et président de la commission des lois (Bernard Roman), ni comme président du Conseil général (Bernard Derosier) ou sénateur (Pierre Mauroy). Ils veulent se présenter comme des candidats parmi les autres, et même comme des Lillois avant tout, partageant, du fait de ce statut résidentiel, les problèmes des habitants. Mais ils ont aussi à faire les preuves de la légitimité de leur position et de leur prétention. Ils sont sommés de prouver leur capacité d'agir et de résoudre les problèmes qui leur sont exposés. En somme, ils doivent attester de leur « grandeur ». On retrouve là une caractéristique essentielle du métier d'élu, à la fois « le même et l'autre », jouant dialectiquement de l'identification et de la distinction (Le Bart, 1992).

11. Nous adaptons librement ce terme employé par Goffman au sujet des conférences. « L'audience est là pour imposer au conférencier un principe du 'parler frais' (*fresh-talk*) qui n'est ni celui de la sincérité ou de la véracité (le parler vrai), ni celui du parler standard », dans Joseph (1989 : 14).

Grâce à une préparation en amont, les candidats maîtrisent les dossiers et répondent directement aux interpellations qui leur sont adressées. Ils ne rechignent devant aucun détail technique, illustrant ainsi qu'ils sont compétents dans plusieurs domaines, qu'ils ne comptent pas leur temps pour être au fait des enjeux concrets et des préoccupations des habitants. Aux Bois Blancs, Bernard Roman se lance dans une longue explication technique sur le Club House du terrain de football. A Wazemmes, Martine Aubry précise le projet de reconversion de l'usine Leclerc en « Maison Folies », occasion de présenter ce concept dont elle veut faire une réalisation forte de son mandat durant lequel Lille sera déclarée capitale européenne de la culture en 2004. Dans chacune des réunions, elle présentera longuement la politique culturelle décentralisée qu'elle entend promouvoir autour d'infrastructures culturelles et festives construites ou rénovées dans chaque quartier. Elle présente ces « Maisons Folies » comme une chance de renouer avec les sociabilités anciennes et de décroquer les quartiers populaires : « *Des gens de toute la ville, mais aussi de toute la région et même d'ailleurs viendront ici à Lille Sud* ». On a là un exemple typique de l'agencement du discours des candidats : on annonce un projet, un point du programme, on en décline les tenants et les aboutissants à l'échelle du quartier, puis on monte en généralité pour raccrocher au bilan et au programme.

C'est sur les questions relatives à l'emploi et au logement que ces processus sont les plus éclairants. A des questions précises, fondées sur les expériences vécues du chômage ou de la précarité, les candidats cherchent d'abord à répondre personnellement au locuteur. Puis Pierre de Saintignon, adjoint à l'Emploi, saisit cette occasion pour citer les chiffres de l'emploi concernant le quartier et la ville en général, en précisant le nombre d'emplois-jeunes. C'est alors l'occasion de rappeler la politique menée par Martine Aubry lors de son passage au ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Concernant l'habitat, les conseillers de quartier et Alain Cacheux, adjoint au Logement et à l'Urbanisme, citent les chiffres des logements sociaux et proposent un panorama de la situation en rappelant les projets de réhabilitation ou de construction. C'est ici le registre de la compétence technique et des qualités gestionnaires qui est activé. En répondant sur chaque dossier avec une précision géographique et technique, ils légitiment leur statut d'élus sortants et de futurs élus au service de leurs administrés, ils prouvent qu'ils sont compétents pour endosser le rôle d'élus municipaux, « ces généralistes de la chose publique », dont la légitimité « a des frontières territoriales mais non sectorielles » (Le Bart, 2000). En ne dénigrant pas les problèmes les plus concrets des habitants, en discorant non sans enthousiasme sur les enjeux les plus locaux et quotidiens, les candidats veulent incarner ce qu'ils seront et feront une fois élus. Martine Aubry, qui vit sa première campagne municipale comme tête de liste et qui s'apprête à endosser un rôle très différent de ceux qu'elle

a pu jouer auparavant, l'explicitera d'ailleurs à Hellemmes : « *Dans une ville, on n'a pas devant soi des statistiques, on a des hommes et des femmes, des vies et quand on fait quelque chose, on voit les résultats. C'est ça le formidable travail de maire. Pour le bonheur des habitants, c'est pour ça qu'il faut faire de la politique, sinon ça ne sert à rien* ».

Pour attester leur efficacité et prouver qu'ils disposent bien de leviers d'action pour honorer leurs propositions, ils ont également recours à des stratégies d'auto-imputation, inhérentes aux discours de campagne des candidats sortants. Sur ce terrain, c'est évidemment Pierre Mauroy qui est le plus prolige ; il défend vigoureusement son bilan et ne se lasse pas d'en rappeler les principales réalisations. Une expression reviendra dans chaque intervention : il se dit heureux et fier d'avoir contribué à « *la métamorphose de Lille* », de « *ville endormie* » et sinistrée par la crise économique, Lille est devenue une métropole d'envergure européenne où le tourisme se développe et où « *la turbine tertiaire Euralille a déjà créé 6000 emplois* ».

L'auto-imputation concerne aussi le bilan gouvernemental. Si la ville va mieux, c'est aussi parce que la gauche est au pouvoir et qu'elle a engagé des réformes sur l'emploi, la solidarité, la sécurité sociale, donc c'est aussi grâce à Martine Aubry ! C'est cet argumentaire qui présidera à chaque réunion, émanant le plus souvent d'une personne du public¹².

Si les candidats ne souhaitent pas trop jouer la carte de la politique gouvernementale, pour ne pas focaliser ces réunions sur des enjeux nationaux et partisans, s'ils ne peuvent trop insister sur leurs autres mandats et fonctions qu'ils détiennent, au risque d'alimenter le débat sur le cumul et l'investissement réel au niveau municipal, ils soulignent néanmoins subrepticement les appuis nationaux et les ressources qu'ils peuvent mettre au service de la ville. Malgré les limites liées aux domaines de compétence municipale, ils entendent bien s'impliquer dans tous les domaines et bénéficier de leurs appuis et présences dans les cénacles départementaux, régionaux et parisiens. En ce qui concerne, par exemple, les questions relatives aux collèges, les candidats peuvent annoncer les décisions prises par les conseillers généraux et les projets en cours ; pour les transports, ils détaillent les projets proposés par Transpole sous l'égide de la communauté urbaine ; sur le développement touristique de la ville, ils saluent l'action de la secrétaire d'État au Tourisme, Michelle Demessine, troisième sur la liste. La politique nationale n'est donc évidemment pas absente de ces réunions de quartiers, mais elle est toujours mise en relation avec les préoccupations des Lillois.

12. Dans le public, de nombreux militants socialistes, ne se présentant jamais comme tels, félicitent Martine Aubry pour son action dans le gouvernement Jospin.

Enfin les candidats en campagne doivent également prouver qu'ils seront à la hauteur de leurs promesses et qu'ils sauront faire preuve de fermeté au cours du mandat qu'ils sollicitent. Ils se disent donc prêts à assumer l'impopularité de certaines mesures au nom de l'intérêt général qu'ils sont censés incarner. Martine Aubry en appelle à la responsabilité individuelle et au civisme, que ce soit en ce qui concerne la propreté, la sécurité ou l'emploi. Quand des jeunes l'interpellent pour témoigner de leur situation de chômeur et du manque d'activités dans leur quartier, elle leur dit fermement : « *Vous ne trouverez pas du boulot en restant dans votre cage d'escalier. Pour trouver du boulot, il faut être prêt à bouger, il ne faut pas attendre qu'on vienne vous chercher en bas de votre immeuble* »¹³. Et d'ajouter : « *Je sais que ce n'est pas des choses qu'on dit normalement en période électorale, ça risque d'être impopulaire, mais moi je le dis* ».

Sur le dossier de la sécurité, thème très présent dans certains quartiers, les candidats veulent se distinguer de leurs concurrents, « *qui font de la sécurité un fonds de commerce et alimentent un climat délétère* ». Malgré la formule dont use Martine Aubry, selon laquelle « *la sécurité moins on en parle, plus on agit* », les candidats sont contraints de s'exprimer sur ce thème. Là encore, ils jouent sur le registre du travail collectif et de la fermeté : « *Aucun acte d'incivilité ou de délinquance ne doit rester sans réponse, mais il faut des réponses adaptées à chaque acte et chaque situation. La solution ce n'est pas de mettre tous les délinquants en prison, alors que l'on sait que la prison est criminogène. Nous on travaille en concertation avec la police, la justice, les travailleurs sociaux, les éducateurs, tous les acteurs de la ville qui sont concernés. Chaque semaine on a une réunion de travail et on passe en revue tous les actes qui ont été commis. On connaît les dossiers et on décide ensemble, dans la concertation de la réponse à apporter* »¹⁴. On le voit à nouveau, le leitmotiv de ces réunions de quartier est de ne jamais annoncer une proposition sans l'exemplifier, sans lui donner un contenu concret. C'est d'autant plus important pour des candidats sortants, susceptibles d'être renvoyés à leur bilan négatif sur ces dossiers, mais surtout pour des candidats quasiment certains de sortir victorieux de cette campagne.

Les conditions de félicité d'une telle campagne résident donc dans la maîtrise d'un « parler frais » (Goffman, 1987 : 167-204 ; Joseph, 1989), jouant dialectiquement sur la proximité et la compétence, la décontraction et la fermeté. C'est la condition à laquelle les professionnels de la politique doivent se plier pour légitimer la division du travail politique que les louanges adressées à la proximité et à la démocratie locale ne remettent évidemment pas en cause.

13. Réunion publique de Wazemmes, le 6 mars 2001.

14. Réunion du centre ville, le 21 février 2001.

IRRUPTION DES CONFLITS ET POLITISATION À ÉCLIPSES

Nous avons montré comment les candidats à la tribune cherchaient à cadrer les réunions en focalisant leurs discours et leurs réponses sur les préoccupations du quartier, en évitant de recourir aux registres de l'affrontement et de la politique nationale. Les enjeux politiques ont été au maximum euphémisés au profit d'une campagne qualifiée de proximité : la liste n'est pas officiellement placée sous la bannière de la gauche plurielle, aucun meeting à l'échelle de la ville ne sera organisé et les noms des adversaires en lice seront rarement prononcés. Martine Aubry le rappelle explicitement dans son discours inaugural : « *Nous n'avons pas besoin d'attaquer les autres. Si nous nous battons depuis des mois en porte-à-porte, dans les réunions publiques, c'est pour dialoguer avec les gens et pour que les habitants sachent pour qui voter. Des critiques j'en ai entendues. Moi ce qui m'intéresse c'est le programme* »¹⁵. Nous avons analysé par quels processus les candidats orientent les interventions du public, en valorisant systématiquement le registre de l'expérience et du témoignage, quitte à censurer certaines interventions, dont on présuppose la teneur politique et polémique. Les militants et agents de sécurité affectés au filtrage avaient pour consigne d'éviter l'intrusion de personnes trop politisées. Outre l'intervention des CRS pour interdire l'entrée des manifestants en soutien aux sans-papiers, nous avons été témoins de plusieurs refus d'entrée notamment à l'égard de jeunes militants d'extrême gauche.

Mais tous ces processus ne suffisent pas à faire disparaître toute velléité de politisation. Le cadre de la réunion, si contraignant soit-il, n'est pas un carcan. Placer une réunion électorale sous le signe de l'écoute des doléances et du dialogue expose irrémédiablement à des zones d'incertitude. Toutes les techniques de cadrage ne peuvent suffire à étouffer la politisation, d'autant moins que l'affrontement et la polémique sont inhérents aux campagnes électorales. S'il s'agit pour les candidats de faire allégeance au territoire et aux habitants, il leur faut aussi se plier, un minimum, aux règles de la joute électorale. Un bon candidat est aussi celui qui maîtrise l'affrontement, qui sait retourner les moments d'incertitude à son profit, qui sait jouer sur la distinction à l'égard de ses adversaires et qui ne redoute pas d'afficher ses convictions politiques.

Deux réunions ont été particulièrement houleuses, obligeant les candidats à changer de registre : la première réunion de quartier qui s'est tenue à Lille Sud le 5 février, et la seconde une semaine plus tard dans le quartier Moulins. A Lille Sud, de nombreux « jeunes d'origine maghrébine » avaient pris place dans le fond de la salle et

15. Bernard Roman, réunion publique de Wazemmes, le 6 mars 2001.

ont revendiqué une minute de silence pour la mort de Riad avant l'allocution de Pierre Mauroy, accusé d'absence de solidarité au moment des faits¹⁶. A plusieurs reprises, les critiques fusent, le vacarme s'amplifie mêlant témoignages de solidarité d'une partie de la salle et propos racistes de quelques habitantes du quartier. Précisons qu'une liste concurrente, menée par Farid Sellani, se présentait au suffrage des Lillois, dont de nombreux candidats, habitants et militants associatifs de Lille Sud, étaient présents lors de cette réunion, bien que ne se présentant jamais comme tels. Sans préciser que ces interlocuteurs sont aussi des candidats adversaires, afin d'euphémiser le conflit et d'éviter le pugilat, Martine Aubry répond aux interpellations sur la mort de Riad en haussant le ton : « *N'utilisez pas la mémoire de Riad, ne jouez pas avec cela c'est trop grave* », « *nous étions avec la famille de Riad. On en a été malades comme vous* ». La tension atteint son comble lorsqu'une femme intervient pour la seconde fois sans micro, le modérateur refusant de le lui donner, pour crier sa misère et son désespoir : « *Avec une famille et 3000 balles par mois on crève à Lille Sud* ». Une des candidates ira s'asseoir auprès d'elle pour désactiver l'événement qui vient rompre le ton et le cadre de la réunion. La première réunion de quartier, volontairement organisée à Lille Sud, a donc été marquée par un climat de tension qui semble résulter paradoxalement du format même de ce type de rencontres. Focaliser la campagne sur les quartiers peut faire écho à un sentiment de ghettoïsation et réactiver des identités communautaires. Dès lors, si dans le discours inaugural il s'est agi de valoriser l'identité et le passé du quartier, de dignifier ses habitants et de louer la diversité, la séquence de réponses des candidats visait à l'inverse à désamorcer des logiques identitaires voire communautaires : « *Tous les habitants de Lille Sud sont des Lilloises et des Lillois, il faut que chacun se sente partout chez lui, nous nous battons au quotidien contre la discrimination...* ». On a là un exemple typique d'effet boomerang, qui illustre bien la fluidité et l'incertitude des interactions de campagne.

La réunion dans le quartier Moulins fait également l'objet d'affrontements directs et virulents. C'est d'abord sur le dossier des sans-papiers que se focalise le débat. Les manifestants du comité de soutien aux sans-papiers se sont vus refuser l'accès à la réunion. Quelques militants ont pu néanmoins « s'infiltrer ». Après avoir interpellé les candidats, ils quittent la salle en diffusant un tract. Réaction de Martine Aubry : « *C'est ça, cassez-vous ! En tout cas vous n'avez pas de solidarité avec les autres problèmes du quartier Moulins* ». C'est également lors de cette réunion que des enjeux de politique nationale seront le plus présents. Des interventions dénoncent la politique du gouvernement ; un jeune vilipende « *une pseudo politique de gauche qui ne colle que des rustines sans s'attaquer aux vrais pro-*

16. Riad, 20 ans, a été abattu par un policier en avril 2000, dans le quartier Lille Sud où il vivait.

blèmes ». Martine Aubry, masquant mal là encore son exaspération, lui répond vivement : « *Vous méprisez la politique, c'est certainement votre jeune âge. Mais oui on n'a rien fait ! Mais les emplois jeunes, un million de chômeurs en moins, la Sécurité sociale excédentaire, la CMU. On aura au moins fait ça...* ». C'est le seul épisode où elle revendique elle-même le bilan de son passage au gouvernement. Face aux critiques les plus acerbes, elle use elle aussi du registre de l'affrontement. Tout l'enjeu est alors de maîtriser le retour au cours normal de la réunion, de la recadrer sur un registre plus pacifié et moins politisé. Quand on parle d'effets de cadrage, c'est donc dans une acception dynamique : les échanges obligent sans cesse à rappeler tacitement les règles, à retravailler l'ordre légitime des interactions toujours soumis à fluctuations¹⁷.

Enfin, la politisation survient quand les candidats ont intérêt à recourir à ce registre. Ce sera le cas à Hellemmes et à Lomme, communes associées à Lille, dont les réunions seront animées par les maires respectifs, Bernard Derosier et Yves Durand. La présence de candidats d'une liste concurrente ainsi que de nombreux militants socialistes contribuent à cadrer différemment ces réunions. Dans ces communes au passé industriel, dont la population est composée massivement d'ouvriers, et dont l'histoire électorale atteste un profond ancrage à gauche, les discours se doivent d'être plus politisés. Les maires, élus socialistes cumulant diverses fonctions¹⁸, activent la fibre militante et populaire, en faisant un argument de distinction par rapport aux adversaires. Bernard Derosier placera dès le début son intervention sous le sceau de l'affrontement avec ses concurrents¹⁹, dont il stigmatise le manque d'enracinement et d'attachement à la commune : « *Le quartier que nos adversaires stigmatisent, c'est le site le plus représentatif de notre mémoire, avec ses usines, ses métaux. C'est ici à Hellemmes que l'on a chanté pour la première fois l'Internationale, d'ailleurs il y a un square qui s'appelle square de l'Internationale. Il faut qu'ils respectent ce quartier, qu'ils respectent le travail et notre histoire [...] A tous ces "glo-glo" qui prétendent nous donner des leçons de démocratie, pendant six ans, il n'est pas un domaine où nous n'avons voulu faire mieux* ». Tout au long de la réunion, il répondra ironiquement, voire cyniquement aux critiques qui lui sont adressées, allant jusqu'à interpellé une interlocutrice par un « *chère concitoyenne "gloglote"* » ! Il endosse la posture du candidat polémique, faisant reposer sa stratégie sur la maîtrise de la joute oratoire et du combat partisan. Il rompt alors avec le style impulsé dans

17. « S'il est certainement correct de signaler l'inégale distribution des droits dans l'ordre de l'interaction, ainsi que l'inégale distribution des risques, le thème central reste celui d'une circulation d'usages et d'arrangements qui rendent possible la réalisation d'une grande variété de projets et d'intentions », Goffman (1988 : 200).

18. Rappelons que Bernard Derosier, maire sortant d'Hellemmes est député et président du conseil général du Nord, et Yves Durand, maire sortant de Lomme, est député et conseiller à la CUDL.

19. Liste « citoyenne » intitulée « les gens d'Hellemmes ».

les autres réunions de quartier, ce qui lui vaudra les remarques réprobatrices de Martine Aubry²⁰.

A Lomme, Yves Durand centre son discours sur le thème de la fusion de la commune avec Lille. C'est l'enjeu central de la campagne lommoise, l'objectif étant de faire le meilleur score possible dans cette commune associée pour faire l'appoint aux voix accordées à Martine Aubry, sérieusement concurrencée par la liste des Verts. Les candidats, face à un public massivement composé d'électeurs et de militants socialistes, fondent leur stratégie électorale sur l'ancrage à gauche. Intervenant juste après Yves Durand, Martine Aubry le suivra sur cette pente militante : « *Quand je me battais au gouvernement contre Antoine Seillière, je pensais à ces hommes et ces femmes du Nord, je voyais ces visages, le passé industriel, la crise lourde. [...] Ceux qui préfèrent avoir les bras ballants au lieu de se battre eh bien qu'ils arrêtent ce métier ! La politique c'est se battre. Juste un petit mot, la droite qui s'oppose aujourd'hui à cette association, elle n'a pas de programme, elle préfère distribuer des tracts et attaquer les hommes et les femmes. Nous, on a un programme, tout a été chiffré et quand nous disons les choses, nous les faisons* ».

Ces moments de politisation montrent à quel point les transactions électorales dépendent du contexte socio-politique dans lequel elles se déroulent. Elles consistent à doser entre les considérations techniques et les convictions politiques, à concilier les registres du dialogue et de l'affrontement. Selon les publics, les candidats opteront pour des stratégies et des registres différents, mais ils devront aussi composer avec les incertitudes et les moments où ces réunions sortent du cadre qu'ils cherchent à imposer. Loin de tout analyser au prisme d'un biais stratégeste, il nous paraît indispensable d'insister sur la fluidité des interactions et la plasticité des rôles endossés par les candidats.

Au final, malgré ces moments de conflit, la campagne menée par Martine Aubry n'a pas été une campagne d'affrontement. Comme l'avaient déjà démontré Daniel Gaxie et Patrick Lehinque, « l'idéologie partisane est une détermination finalement résiduelle » (Gaxie & Lehinque, 1984) dans les campagnes municipales. La politisation ne s'est faite que par éclipses et « l'intertextualité » (Gerstlé, 1992 : 70), qui est le lot commun de la police discursive pendant les campagnes électorales, a été ici limitée. Notons que le nom de Christian Decocq, candidat de la droite, n'a jamais été prononcé dans les réunions de quartier. A l'inverse de la formule « la meilleure défense c'est l'attaque », tout se passe comme si les candidats de la liste Aubry avaient plutôt opté pour la formule « la meilleure attaque, c'est

20. Nous tenons ces informations d'un entretien réalisé par deux étudiants de DEA avec Guy Le Flécher, modérateur des réunions publiques : Lecocq & Lefebvre (2001).

l'ignorance » ! Cette dépolitisation relative tient non seulement aux calculs et stratégies des candidats, mais aussi aux interactions, dans lesquelles ils sont engagés, et aux injonctions à la proximité, plus prégnantes aujourd'hui. En plaçant d'emblée ces réunions publiques sous le sceau du dialogue et de l'écoute des habitants, les candidats sont amenés paradoxalement à dénier la distance symbolique qui les sépare de ces derniers, tout en légitimant leur prétention à les représenter. Il semblerait que résoudre « le paradoxe démocratique », consistant à « se montrer digne d'une tâche exceptionnelle, mais en même temps se montrer proche des gens » (Braud, 1992 : 385) est plus que jamais l'enjeu central des transactions électorales.

RÉFÉRENCES

- Blondiaux, L., Marcou G. & Rangeon F. (dir.) (1999) *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris : PUF-CURAPP.
- Bourdieu, P. (1987) *Espace social et pouvoir symbolique, Choses dites*, Paris : Minuit.
- Braud, P. (1992) La réactivation du mythe présidentiel, dans B. Lacroix & J. Lagroye, *Le président de la République*, Paris : Presses de la fondation nationale de science politique.
- Cardon, D., Heurtin, J.-P. & Lemieux, C. (1995) Parler en public. Dispositifs contemporains, *Politix* 31.
- Chalas, Y., Gaudin, J.-P. & Genestier, P. (1998) *Intégrer au quartier, intégrer par le quartier : l'échelle du développement social urbain en question*, Rapport de recherche, ministère du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction.
- Gaxie, D. & Lehingue, P. (1994), *Enjeux municipaux*, Paris : PUF-CURAPP.
- Gerstlé, J. (1992) *La communication politique*, Paris : PUF.
- Goffman, E. (1987) La conférence, *Façons de parler*, Paris : Minuit.
- Goffman, E. (1988) L'ordre de l'interaction, *Les moments et leurs hommes*, Paris : Seuil, Minuit.
- Joseph, I., dir. (1989) *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris : Minuit.
- Joseph, I. (1998) *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris : PUF.
- Le Bart, C. (1992) La présentation de soi des acteurs politiques locaux, *L'Aquarium* 10.
- Le Bart, C. (2000) Le savoir-faire politique comme bricolage, dans Y. Poirmeur (dir.), *Le métier politique en représentation*, Paris : L'Harmattan.
- Lecocq, O. & Lefebvre, W. (2001) *La campagne de Martine Aubry lors des élections municipales de Lille 2001*, Mémoire de DEA d'Etudes Politiques, Lille 2.
- Lefebvre, R. (2000) Rhétorique de la proximité et crise de la représentation, in Les Nouvelles politiques locales, *Les Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*.
- Mabileau, A. (1999) Les perspectives d'action publique autour d'un local reconsidéré, dans R. Balme, A. Faure & A. Mabileau (dir.), *Les nouvelles politiques locales*, Paris : Presses de la FNSP.
- Mazet, P. (2000) Participation des habitants et politiques publiques délibératives : pour une approche critique de la démocratie locale dans C. Neveu (dir.) *Espace public et engagement politique, enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris : L'Harmattan.
- Neveu, E. & François, B. dir. (2000) *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et débats publics contemporains*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Pourcher, Y. (1991) Tournée électorale, *L'Homme*, 119, XXXI (3).
- Thévenot, L. (1994) Le régime de familiarité, des choses en personnes, *Genèses* 17.
- Wolton, D. (2000) Le local, la petite madeleine de la démocratie, *Hermès* 26-27.

